

Les déterminants de l'emploi formel : une analyse empirique dans le contexte malien

Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ

Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement (LEAD)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) – Bamako - Mali

Résumé : Aujourd'hui, le problème de l'accès à l'emploi formel se pose avec acuité en Afrique et particulièrement en Afrique subsaharienne. En effet, en Afrique, seuls 3 millions d'emplois sont créés annuellement dans l'économie formelle alors que 10 et 12 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail (Groupe de la Banque Africaine de Développement, 2016). Au Mali, le nombre d'entrées sur le marché du travail était estimé à 278 000 en 2010 et devrait passer à 434 000 (dont la majorité sans réelle qualification) en 2030 (Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne/ PRODEFPE, 2015). L'objectif de ce papier est d'identifier les facteurs qui influencent l'accès à l'emploi formel au Mali. Grâce à l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) du Mali en 2019, l'approche méthodologique s'appuie principalement sur la construction et l'estimation d'un modèle de régression binomiale pour l'identification des déterminants. La régression logistique binaire réalisée nous a permis d'identifier un certain nombre de facteurs déterminants dans l'accès dans l'emploi formel. Ces facteurs sont à savoir : le secteur d'activité, le niveau d'instruction, le milieu de résidence, l'âge, le genre et le statut matrimonial. Le genre (le fait d'être une femme), le jeune âge des actifs (15- 24 ans), le statut matrimonial (célibataire), la branche d'activité (le fait de travailler dans le secteur primaire) et le faible niveau d'instruction (ou aucun niveau d'étude) réduisent la probabilité d'accéder à un emploi formel et, au contraire, favorisent l'accès à l'emploi informel. Ces résultats conduisent à une recommandation de politique économique visant à mettre en place des mesures d'accompagnement pour faciliter l'accès aux emplois formels à certaines populations défavorisées notamment à cause de leur niveau d'instruction, ou de leur position géographique.

Mots-clés : Déterminants ; Emploi formel ; Emploi informel ; Marché du travail ; Modèle logit.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7072528>



1. Introduction

Le chômage et le sous-emploi en général et celui des jeunes en particulier, constitue de nos jours un problème sérieux limitant le développement de l'Afrique. C'est pourquoi, l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics en Afrique est de réduire le chômage en créant des emplois décents et durables.

L'Afrique n'a pas réussi à créer des emplois décents. La forte croissance de la population due à des taux de fécondité les plus élevés au monde a entraîné une croissance exponentielle de la population active (Mbaye et Gueye, 2018). En effet, en Afrique, seuls 3 millions d'emplois sont créés annuellement dans l'économie formelle tandis que 10 et 12 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail (Groupe de la Banque Africaine de Développement, 2016).

Le manque d'emplois salariés amène les jeunes à s'engager dans le secteur informel qui fournit une proportion importante des emplois dans certains pays. Les emplois dans ce secteur sont moins stables et offrent un moindre potentiel en matière de profits. En matière de salaires, d'avantages et de sécurité d'emploi, un poste dans le secteur formel reste préférable à la plupart des emplois disponibles dans le secteur informel.

Malgré la multiplicité des programmes et des fonds d'investissements (Banque Mondiale, BID, BAD, BIT) visant à promouvoir l'accès des jeunes à des emplois décents, notamment en facilitant la transition entre l'école et le monde du travail, le problème de l'emploi décent des jeunes se pose avec acuité en Afrique et notamment en Afrique subsaharienne depuis plusieurs années. Ils sont nombreux, les jeunes travaillant dans des secteurs, qui ne cadrent pas avec leur profil de formation, appartenant souvent au secteur de l'économie informelle où les heures et les conditions de travail sont inacceptables et les possibilités de progression sont très minces.

Au Mali, le nombre d'entrées sur le marché du travail était estimé à 278 000 en 2010 et devrait passer à 434 000 (dont la majorité sans réelle qualification) en 2030 (Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne/ PRODEFPE, 2015). Les entreprises informelles constituent le principal pourvoyeur d'emplois. Pas moins de 69,9% des actifs occupés travaillent dans ce type d'entreprise en 2013 contre 76,1% en 2019 (EMOP, 2013 et 2019). Un autre élément important de la répartition sectorielle des emplois au Mali concerne la faible proportion d'actifs dans les entreprises privées formelles soit 2,6% en 2013 contre 0,3% en 2019 du nombre total d'emplois (EMOP, 2013 et 2019). Le secteur public est un plus grand pourvoyeur d'emplois formels que le secteur privé. Selon les statistiques de l'EMOP (2013 et 2019), le secteur public emploie entre 2% et 2,5% des actifs. Le poids des ONG, Organisations Internationales et Associations est relativement faible dans l'emploi total. Il est passé de 0,5% en 2013 à 1,1% en 2019. La proportion des employés de maison dans l'emploi total était estimée à 25% en 2013 et a chuté à 20 % en 2019 (EMOP, 2013 et 2019).

Ces statistiques révèlent, qu'il est beaucoup plus difficile aux actifs de trouver un emploi dans le secteur formel comparativement au secteur informel. Ils montrent également que le défi à relever en la matière est gigantesque. L'ignorer serait suicidaire.

Quels sont les facteurs qui influencent l'accès à l'emploi formel dans le marché du travail malien ? De cette problématique de recherche découle un objectif qui consiste à identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer l'accès à l'emploi formel au Mali. Puis, nous tentons de proposer des recommandations.

Pour y parvenir, l'article présentera l'architecture suivante : la deuxième section présente l'approche méthodologique utilisée pour bien mener cette recherche. Quant à la troisième section, cette dernière sera consacrée à la présentation des résultats et leurs interprétations. La quatrième section est centrée

sur la discussion des résultats de l'estimation. Et au terme de cette contribution, une dernière section sera consacrée à une conclusion générale qui récapitule et suggère des recommandations.

2. Méthodologie de la recherche

Cette section présente le modèle logit, ensuite les données et les variables du modèle.

2.1. Spécification du modèle

Le modèle Logit ou la régression logistique est un modèle de régression binomiale. Il s'agit de modéliser au mieux le fait d'associer à un vecteur de variables aléatoire (x_1, \dots, x_k) une variable aléatoire binomiale généralement notée y dans les cas où la variable aléatoire binomiale est une variable qualitative traduisant la présence ou l'absence d'un événement probabiliste. Alors, la présence de l'évènement est généralement codée par 1 et son absence est codée par 0.

Ce travail de recherche vise à identifier les facteurs pouvant expliquer l'accès à l'emploi formel au Mali. Pour cela, nous avons construit une variable binaire (y_i) qui prend 1 si l'individu est en situation d'emploi formel et 0 sinon.

Ainsi, dans tout ce qui suit, la variable qualitative y_i sera codée de la façon suivante :

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu est en situation d'emploi formel} \\ 0 & \text{si non} \end{cases}$$

Pour étudier la probabilité pour que y_i soit égale à l'unité ($y_i = 1$), nous disposons : (i) un ensemble de k variables explicatives $x_{i1}, x_{i2}, \dots, x_{ik}$ rassemblées dans un vecteur X_i . (ii) un vecteur β constitué de $k + 1$ paramètres $\beta_0, \beta_1, \dots, \beta_k$. (iii) $X_i\beta$ est la forme matricielle. (iv) $F(\cdot)$ est la fonction de répartition de la quantité $\beta_0 + \beta_1 x_{i1} + \dots + \beta_k x_{ik}$.

Au regard de ce qui précède, le modèle standard de probabilité se présente comme suit :

$$P(y_i = 1/X_i) = F(\beta_0 + \beta_1 x_{i1} + \dots + \beta_k x_{ik}) = F(X_i\beta)$$

Le modèle Logit utilise la fonction de répartition de la fonction logistique. Plus précisément, en supposant que la variable aléatoire u_i suit une loi logistique définie par la fonction de répartition $F(t)$ suivante :

$$F(t) = \frac{1}{1 + e^{-t}} = \frac{e^t}{1 + e^t} \quad t \in \mathbb{R}$$

2.2. Sources des données

Les données utilisées dans ce travail sont issues de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages. L'enquête conduite par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) du Mali au cours de l'année 2019. C'est une enquête qui a été réalisée en trois passages sur un échantillon de 7398 ménages. Ce sont des sources indiquées pour cette analyse dans la mesure où elles disposent d'informations sur le statut d'activité des individus ainsi que sur le sexe. Par ailleurs, elles offrent d'importantes informations sur la composition du ménage et les caractéristiques de ses membres, l'instruction des membres du ménage et leur ressource principale.

2.3. Présentation des variables

La revue de la littérature sur les questions d'emplois, nous a permis de faire le choix de nos variables. Selon elle, ces catégories de variables peuvent expliquer l'accès à l'emploi formel à savoir : le niveau d'instruction, la tranche d'âge, le genre, le milieu de résidence, la situation matrimoniale et la branche d'activité. Le tableau ci-après présente les variables utilisées.

Tableau 1 : Description des variables

Variable	Description
Type d'emploi	Variable dichotomique égale à 1 si l'individu est en situation d'emploi formel, 0 sinon
Education	Niveau d'éducation : 0 "aucun niveau", 1" primaire (fondamental 1 et 2)" 2"secondaire", 3" supérieur"
Genre	Sexe : 1 "Masculin" 2"Féminin"
Groupe d'âge	Catégorie d'âge : 1"15-24ans" 2"25-34ans" 3"35-44ans" 4"45-64ans" 5"65ans et plus"
Milieu de résidence	Zone de résidence : 1"Bamako" 2 "autres villes urbaines" 3"rural"
Statut matrimonial	Situation matrimoniale : 1"marié" 2"célibataire" 3"divorcé" 4"veuf"
Branche d'activité	Branche d'activité : 1"primaire" 2"industrie" 3"commerce" 4"service"

Source : Auteurs

3. Résultats

3.1. Un profil d'emploi tiré par le secteur agricole

La part du secteur primaire prédomine dans l'emploi total au Mali soit 66,8%. Le Mali se caractérise par un profil d'emploi majoritairement tiré par le secteur agricole (voir figure 1).

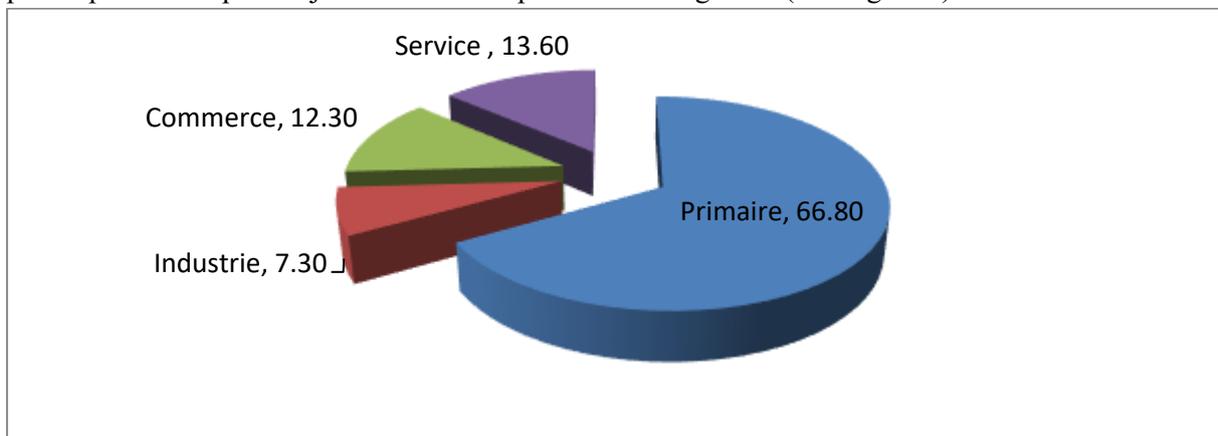


Figure 1 : Répartition de la population en emploi selon la branche d'activité (%)

Source : figure réalisée par les auteurs à partir des données d'enquête EMOP (2019)

3.2. Un marché de travail mixte et essentiellement informel

Les entreprises privées informelles constituent le principal pourvoyeur d'emplois au Mali. Ce dernier représente plus de 76,10% des emplois au Mali (voir figure 2).

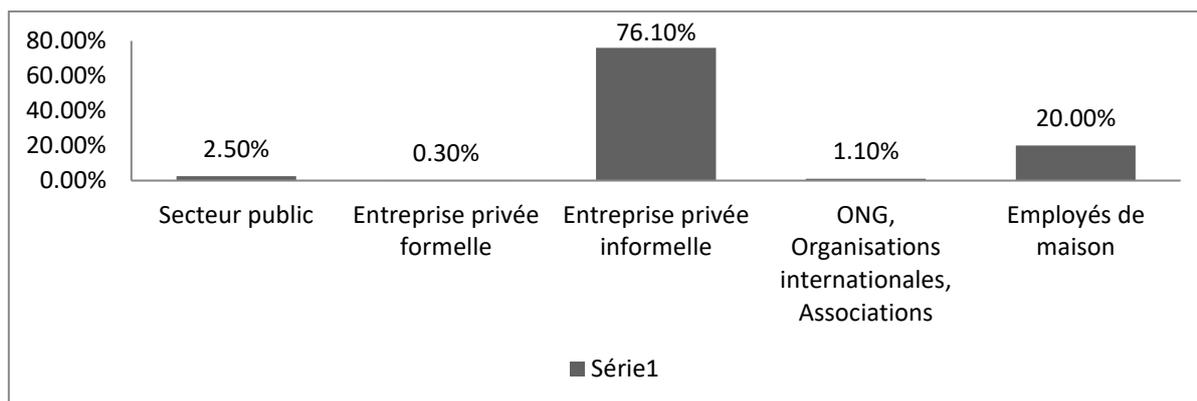


Figure 2 : Répartition de la population en emploi selon le secteur institutionnel (%)

Source : figure réalisée par les auteurs à partir des données d'enquête EMOP (2019)

3.3. Caractéristiques de l'emploi selon le secteur institutionnel

A la lecture du tableau 2, le premier constat qui se dégage, est que les entreprises privées informelles constituent le principal pourvoyeur d'emplois au Mali plus de 76,10% des actifs occupés travaillent dans ce secteur comparativement au secteur public, aux entreprises privées formelles, aux ONG, Organisations internationales, Associations et aux employés de maison.

L'analyse par rapport à la zone de résidence fait ressortir également une prédominance de l'emploi informel dans l'emploi total occupé par rapport aux différents statuts d'emploi. La part des entreprises privées informelles est plus élevée à Bamako (81,5%) que dans les autres villes (72,6%) contre 75,8% en milieu rural. Parmi les actifs travaillant dans le secteur public et dans les entreprises privées formelles, c'est Bamako qui enregistre les taux les plus élevés respectivement 9,9% et 1,4% alors que ceux du milieu rural sont faibles 0,8% et 0,1%. En revanche, la proportion des employés de maison est plus élevée en milieu rural 22,5% contre 5,8% à Bamako. Cependant, les actifs occupés travaillant dans les ONG, Organisations internationales ou Associations sont nombreux dans les autres villes 2,4% comparativement à Bamako 1,4% et au milieu rural 0,9%.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, nous constatons que la part des actifs occupés ayant un niveau secondaire ou supérieur travaillant dans les entreprises privées formelles est plus élevée que ceux ayant un niveau fondamental ou aucun niveau. Le secteur public est dominé par les actifs ayant un niveau secondaire et supérieur respectivement 39% et 37,3% et seulement 0,7% pour le niveau fondamental I et 0,2% pour aucun niveau. Parmi les personnes occupées travaillant dans les entreprises privées informelles, ceux ayant un niveau d'instruction fondamental II sont les plus touchés par la situation d'emploi informel soit 80,6%, suivi d'aucun niveau 78,6% contre 49,4% pour le niveau secondaire et 50,6% pour le niveau supérieur. Donc, le niveau d'instruction réduit le risque d'être en situation d'emploi informel. Les employés de maison sont nombreux parmi les personnes occupées ayant un niveau d'instruction fondamental I. Cependant, les actifs occupés travaillant dans les ONG, Organisations internationales ou Associations sont nombreux parmi les personnes occupées ayant un niveau d'instruction supérieur (soit 10,3%).

Le tableau fait ressortir également une prédominance de l'emploi informel aussi bien chez les hommes (soit 75,6%) que chez les femmes (76,9%). Parmi les personnes occupées travaillant dans le secteur public, dans les entreprises privées formelles et dans les ONG ou Organisations internationales ou Associations, la proportion des hommes est supérieure à celle des femmes. En revanche, la proportion des employés de maison est plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

En termes de répartition régionale, c'est surtout la région de Ségou qui enregistre le taux d'emploi informel le plus élevé (87,4%), suivi de la région de Mopti (85,9%) et pendant que la région de Gao enregistre le taux d'emploi informel le plus bas (53,1%) comparativement aux autres régions. Dans le

secteur public, c'est le district de Bamako qui a le pourcentage d'emploi le plus élevé (9,9%), suivi de Kidal (7,1%), Gao (6,1%) et les autres régions suivent de très loin. Quant aux ONG, Organisations internationales et Associations, le taux d'emploi le plus élevé a été enregistré dans la région de Kidal. Les employés de maison sont nombreux dans la région de Kayes (soit 42,5%) comparativement aux autres régions. Cette situation s'explique par le fait que cette région est par excellence, l'une des régions du Mali la plus concernée par les migrations internationales, où la nécessité d'engager des employés de maison pour les tâches familiales devient indispensable. En ce qui concerne les entreprises privées formelles, peu d'actifs travaillent dans ce secteur. La proportion des actifs occupés travaillant les entreprises privées formelles est élevée à Kidal (3,6%), suivi de Bamako (1,4%) contre 0,1% dans les régions de (Kayes, Koulikoro et Sikasso) et 00% dans les régions de (Ségou, Tombouctou et Gao).

Tableau 2 : Répartition des actifs occupés selon le secteur institutionnel (%), la région, le milieu, le sexe et le niveau d'instruction

		Secteur Public	Entreprise Privée formelle	Ent. privée informelle	ONG, Organisation Internationale, Association	Employés de maison
Zone de résidence	Bamako	9,9	1,4	81,5	1,4	5,8
	Autres villes	6,4	0,8	72,6	2,4	17,9
	Rural	0,8	0,1	75,8	0,9	22,5
Niveau d'instruction	Aucun	0,2	0,2	78,6	0,5	20,5
	Fond. I	0,7	0,1	70,8	1,9	26,5
	Fond. II	4,3	0,5	80,6	1,8	12,8
	Second.	39,0	1,6	49,4	3,9	6,1
	Sup.	37,3	1,0	50,6	10,3	0,8
Sexe	Masculin	3,1	0,4	75,6	1,4	19,4
	Féminin	1,7	0,1	76,9	0,6	20,7
Région	Kayes	0,8	0,1	56,1	0,6	42,5
	Koulik.	2,4	0,1	84,7	2,1	10,7
	Sikasso	1,4	0,1	74,6	1,4	22,6
	Ségou	1,1	0,0	87,4	0,2	11,2
	Mopti	1,4	0,5	85,9	1,0	11,3
	Tomb.	1,6	0,0	66,8	0,4	31,2
	Gao	6,4	0,0	53,1	2,3	38,2

	Kidal	7,1	3,6	54,8	12,8	21,7
	Bamako	9,9	1,4	81,5	1,4	5,8
Total		2,5	0,3	76,1	1,1	20,0

Source : Construction des auteurs à partir des données d'enquête EMOP (2019).

3.4. Résultats de la régression du modèle logistique

Le tableau 3 donne l'estimation du modèle économétrique binomiale de l'échantillon des travailleurs dans deux secteurs formel et informel.

A la lecture des résultats de l'estimation du tableau 3, il ressort que les variables telles que le niveau d'instruction (secondaire et supérieur), la branche d'activité, le genre et l'âge (45-64 ans et plus de 65 ans) sont significatives au seuil de 1%. Ces variables à savoir : le statut matrimonial (célibataire) et la tranche d'âge (25-34 ans et 35-44 ans) sont significatives à 5%. Les variables telles que le niveau d'instruction (primaire) et le milieu de résidence (rural) sont significatives au seuil de 10%.

Dans l'ensemble, les résultats du modèle estimé montrent que l'accès à l'emploi formel au Mali dépend :

- positivement du niveau d'instruction, de l'âge et de la branche d'activité ;
- négativement du milieu de résidence, du genre et de la situation matrimoniale.

Il s'avère important d'interpréter les variables explicatives retenues par notre modèle, leurs coefficients de régression ainsi que l'ODD ratio. Ainsi, la situation pour chaque variable se résume comme suit :

- ✓ **Le niveau d'instruction** : les résultats révèlent qu'un actif ayant le niveau primaire à 1,62 fois de chance qu'un actif sans aucun niveau d'éducation d'être en situation d'emploi formel plutôt que d'être en situation d'emploi informel. Cette chance est de 7,83 pour les diplômés du secondaire et 8,02 pour ceux du supérieur. L'emploi informel concerne en particulier les actifs non scolarisés. Donc, les actifs non scolarisés ont moins de chances d'accéder à un emploi formel.
- ✓ **Le genre** : Par rapport aux hommes, les femmes sont désavantagées. Cela sous-tend qu'au Mali, les femmes ont 0,37 moins de chances d'occuper un emploi formel que les hommes.
- ✓ **Le groupe d'âge** : Les résultats révèlent que les actifs dont l'âge est compris entre 25- 34 ans, 35- 44 ans, 45- 64 ans et 65 et plus ont plus de chance d'accéder à un emploi formel respectivement 9,55 ; 10,51 ; 14,52 et 21,47 fois de chances par rapport aux jeunes (AGE 15- 24 ans). Donc, plus les individus avancent dans l'âge plus la probabilité d'exercer un emploi formel augmente.
- ✓ **Le milieu de résidence** : Les résultats indiquent que les actifs résidant en milieu rural ont 0,59 moins de chances d'occuper un emploi formel comparativement à ceux qui résident à Bamako.
- ✓ **La situation matrimoniale** : Les résultats montrent que le fait d'être célibataire influe négativement et significativement au seuil de 1% la probabilité d'accéder à un emploi formel. En outre, les actifs célibataires ont 0,44 moins de chances d'accéder un emploi formel par rapport aux actifs mariés.
- ✓ **La branche d'activité** : Les résultats montrent que les actifs évoluant dans les secteurs comme industrie, commerce et service ont plus de chance d'occuper un emploi formel respectivement 9,39 ; 26,30 ; 26,71 fois de chances comparativement à ceux évoluant dans le secteur primaire. Donc, le secteur primaire constitue un grand pourvoyeur d'emploi informel.

Tableau 3 : Résultats de la régression du modèle logistique

Variables	Coefficient	Odds ratio	P-value (P > Z)
Niveau d'instruction			
Aucun niveau (réf.)			
Primaire	0,4866674*	1,626885	0,072
Secondaire	2,059115***	7,83903	0,000
Supérieur	2,082012***	8,020588	0,000
Genre			
Masculin (réf.)			
Féminin	-0,9832035***	0,3741107	0,000
Groupe d'âge			
15-24ans (réf.)			
25-34ans	2,257296**	9,557208	0,030
35-44ans	2,352666**	10,51357	0,025
45-64ans	2,675885**	14,52519	0,011
65ans et plus	3,066857***	21,4743	0,006
Milieu de résidence			
Bamako (réf.)			
Autres villes urbaines	0,1077967	1,113821	0,583
Rural	-0,522912*	0,5927918	0,104
Situation matrimoniale			
Marié (réf.)			
Célibataire	-0,8019194**	0,4484673	0,048
Divorcé	0,8182703	2,266576	0,192
Veuf	0,1388575	1,14896	0,826
Branche d'activité			
Primaire (réf.)			
Industrie	2,239873***	9,392141	0,001
Commerce	3,269927***	26,30942	0,000
Service	3,285126***	26,71235	0,000
Constante	-9.696241	0,0000615	0,000
Nombre d'observation	14 416		
Log likelihood	-557,17905		
Pseudo R2	0,2803		
LR chi2 (16)	434,11		

Source : établi par les auteurs sur la base de Stata

Note : ***, **, * désignent respectivement la significativité aux seuils de 1%, 5%, 10%
Odds Ratio (le rapport de cote) : indique combien de fois (« chances »), on a de connaître l'événement (la valeur 1 de la variable dépendante) quand on possède telle caractéristique de la variable indépendante plutôt que celle de référence.

4. Discussion

Dans cette section, nous comparons nos résultats à ceux obtenus dans d'autres travaux empiriques sur l'emploi informel ou formel.

- En ce qui concerne, **la variable niveau d'instruction**, des résultats similaires ont été obtenus par (Bellache et al, 2014) en Algérie, (ONEF, 2015b) pour le cas du Mali, (Faustine et al, 2021) pour le cas du Cameroun et (Jaouhar, 2022) pour le cas du Maroc, (Traoré et Kouadio,

2022) pour le cas du Mali, où les auteurs ont constaté que les actifs non scolarisés et les moins diplômés sont plus de risque d'être en situation d'emploi informel. Autrement dit, la préférence pour les emplois formels augmente avec le niveau d'éducation tandis que la préférence pour le secteur informel augmente au fur et à mesure que le niveau d'éducation diminue. Dans cette optique, les chances d'être retenu dans un emploi dans le secteur formel diminuent avec le niveau d'instruction alors que les chances de s'auto-sélectionner vers un emploi informel augmentent de façon inversement proportionnelle avec le niveau d'instruction.

- Par rapport **au genre**, nos résultats sont conformes à celle de (ONEF, 2015a). Selon (ONEF, 2015a), les femmes qui sont à la recherche d'emploi désirent plutôt créer leur propre entreprise contrairement aux hommes qui préfèrent plus tôt obtenir un emploi salarié. De même, les résultats obtenus par (Faustine et al, 2021) suggèrent que les femmes préfèrent souvent des emplois informels où elles ont plus de liberté par rapport aux emplois formels plus contraignants. Dans ce cas, le choix du secteur d'activité est considéré comme étant volontaire, compte tenu des flexibilités des heures de travail que peuvent fournir les emplois formels.
- Quant à **l'âge**, le même résultat a été obtenu par (Faustine et al, 2021), qui révèle que plus les individus évoluent en âge et en expérience, plus ils ont des préférences pour des emplois stables, mieux rémunérés et sans risques. Ainsi, les travailleurs plus âgés ont plus de chance de choisir un emploi dans le secteur formel, tandis que les plus jeunes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel ou de ne pas travailler du tout. De même (ONEF, 2015a), constate que les jeunes de la tranche d'âge (15-24ans) pour la plus part sont en formation, et rare sont parmi eux, ceux qui exercent une activité professionnelle ou cherchent à travailler. Cependant, un résultat contraire a été obtenu par (Jaouhar, 2022) pour le cas du Maroc, où il constate que plus les individus avancent dans l'âge plus la probabilité d'exercer un emploi informel augmente. Dès lors, plus les individus évoluent en expérience et bien sûr en âge, plus ils ont des préférences pour des emplois en urgence pour garantir leurs survies.
- En considérant le **milieu de résidence**, le résultat n'est pas conforme à ceux de (Faustine et al, 2021) qui constate que l'activité informelle est plus importante dans le secteur urbain que dans le secteur rural. De même, selon (ONEF, 2015b), les actifs occupés à Bamako ont plus de risque d'être en situation d'emploi informel que ceux travaillant dans les autres régions du pays.
- Par rapport au **statut matrimonial**, le résultat corrobore avec les travaux de (Faustine et al, 2021) qui montrent que les personnes mariées ont plus de chance (19,2%) de choisir un emploi dans le secteur formel par rapport aux personnes célibataires, qui eux préfèrent des emplois informels. Ce qui signifie que, les personnes célibataires ont plus de chance de choisir un emploi dans le secteur informel que les personnes mariées qui sont à la recherche des emplois permanents. Le résultat est analogue à ceux de (Bellache et al, 2014), qui révèle que le fait d'être marié augmente la probabilité d'accès à un emploi particulièrement dans le secteur formel (salarié ou indépendant) plutôt que comme salarié dans le secteur informel, relativement aux célibataires. Selon les auteurs, le fait que les individus mariés aient plus de chances que les célibataires d'accéder au marché du travail (notamment formel) peut s'expliquer par une recherche plus active d'emploi dictée par la nécessité de subvenir aux besoins de leur ménage.
- En ce qui concerne **la branche d'activité**, le même résultat a été obtenu par (ONEF, 2015b), qui révèle l'existence d'une forte concentration des emplois informels au niveau des secteurs primaires (Agriculture, élevage, forêt et pêche) comparativement aux autres secteurs.

5. Conclusion

Cette étude vise à identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer l'accès à l'emploi formel au Mali. Pour y parvenir, nous avons exploité les données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) du Mali au cours de l'année 2019 sur un échantillon de 7398 ménages. Nous avons également fait recours à un modèle de régression binomiale.

La régression logistique binaire réalisée nous a permis d'identifier un certain nombre de facteurs déterminants dans l'accès dans l'emploi formel. Ces facteurs sont entre autre : le secteur d'activité, le niveau d'instruction, le milieu de résidence, l'âge, le genre et le statut matrimonial. Le genre (le fait d'être une femme), le jeune âge des actifs (15- 24 ans), le statut matrimonial (célibataire), la branche d'activité (le fait de travailler dans le secteur primaire) et le faible niveau d'instruction (ou aucun niveau d'étude) réduisent la probabilité d'accéder à un emploi formel et, *a contrario*, favorisent l'accès à l'emploi informel.

Ces résultats conduisent à des recommandations de politiques économiques :

- ✓ Mettre en place des mesures d'accompagnement pour faciliter l'accès aux emplois formels à certaines populations défavorisées notamment à cause de leur niveau d'instruction, ou de leur position géographique ;
- ✓ Mettre en place des politiques visant non seulement à réglementer le secteur primaire (Agriculture, élevage, forêt et pêche) pour créer les emplois formels, mais également à faciliter l'accès aux actifs travaillant dans ce secteur à la sécurité sociale par l'affiliation de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).

Les prolongements possibles de notre travail pourront concerner le statut dans le ménage (chef de ménage), le niveau social, le type de diplôme, les conditions de travail, les talents de l'individu, l'étendue du réseau parental, l'ethnie et la caste.

REFERENCES

- [1] A. Mbaye et F. Gueye : « Marchés du travail et emplois en Afrique de l'ouest », Documents de travail n° 297, 2018.
- [2] A. Thomas (2020). Économétrie des variables qualitatives. Paris: Dunod.
- [3] A. Traoré et B.M. Kouadio « Effet de l'emploi informel sur l'inégalité des revenus au Mali », Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique, Sénégal, 16 – 18 mars 2022.
- [4] African Development Bank Group « Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des jeunes en Afrique 2016-2025 », 2016.
- [5] INSTAT « Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménage (EMOP) : santé, emploi, sécurité alimentaire et dépenses de consommation des ménages » 2019.
- [6] J. Jaouhar « Déterminants du choix de l'emploi informel dans le marché du travail marocain : cas de la région Marrakech-Safi ». International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(1-2), 65-87, 2022.
- [7] K. L. Faustin, T.N. Roger et J.A. Biloa-essimi, J.A « Les déterminants du choix de l'emploi informel dans un marché du travail segmenté dans les pays en développement : cas du Cameroun. African Economic Conference ». 2021, 33pages.
- [8] Ministre de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne « Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE) 1ère Phase : Programme Triennal 2015-2017 », 80 pages, 2015.
- [9] ONEF « L'insertion des jeunes sur le marché du travail au Mali », 2015a.
- [10] ONEF « Les caractéristiques et déterminants de l'emploi informel au Mali », 2015b.
- [11] Y. Bellache, P. Adair et M. Bouznit « Secteur informel et segmentation de l'emploi à Bejaia (Algérie) : déterminants et fonctions de gains ? », 2014/2 n° 166 | pages 31 à 44.